

SOMMAIRE

Préface	9
<i>Elisabeth Dau et Charlotte Marchandise</i>	
Prologue - Nous vivons un moment exceptionnel de l'histoire	23
<i>Yayo Herrero</i>	
Introduction - CE N'EST QUE LE DEBUT	27
<i>Gerardo Pisarello et la Commission internationale de Barcelona En Comú</i>	
Première partie - QU'EST-CE QUE LE MUNICIPALISME ?	33
Chapitre 1 - L'avenir que nous méritons	35
<i>Debbie Bookchin</i>	
Chapitre 2 - La tranchée de la proximité	39
<i>Iago Martínez</i>	
Chapitre 3 - La nouvelle vie qui commence au sein du territoire	43
<i>Jorge Sharp</i>	
Chapitre 4 - Féminiser la politique à travers le municipalisme	47
<i>Laura Pérez</i>	
Chapitre 5 - Défier l'extrême droite : personnes courageuses, villes courageuses	51
<i>Fátima Taleb</i>	
Deuxième partie - OUTILS ORGANISATIONNELS	57
Chapitre 1 - Comment présenter une candidature municipaliste participative	59
<i>Kate Shea Baird, Claudia Delso et Manuela Zechner</i>	
Chapitre 2 - Code éthique et financements	67
<i>Xavi Ferrer, Susi Capella, Pantxo Ramas et Yolanda Sánchez</i>	
Chapitre 3 - Organisation d'une plateforme municipaliste : structure et confluence	75
<i>Marta Junqué, Caren Tepp et Mariano Fernández</i>	
Chapitre 4 - La communication au service du changement municipaliste	83
<i>Adrià Rodríguez et Alejandra Calvo</i>	

Chapitre 5 - Le municipalisme dans les petites villes et les zones rurales	91
<i>Jean Boulton, Mercè Amich Vidal et Laura Bergés</i>	
Chapitre 6 - Créer des institutions non étatiques	99
<i>Rocio Novello, Sinam Mohammad et Kevin Buckland</i>	
Troisième partie - POLITIQUES PUBLIQUES TRANSFORMATRICES	107
Chapitre 1 - Démocratie radicale au sein de la mairie	109
<i>Laura Roth, Brad Lander et Gala Pin</i>	
Chapitre 2 - L'espace public	117
<i>Ana Méndez, Iva Marcetic, Ksenija Radovanovic et Raquel Rolnik</i>	
Chapitre 3 - Logement, gentrification et tourisme	123
<i>Paula Marqués, Chloe Eudaly et Vanessa Valiño</i>	
Chapitre 4 - Biens communs	131
<i>Laia Forné, Giuseppe Micciarelli et Iolanda Fresnillo</i>	
Chapitre 5 - Mobilité et pollution	137
<i>César Ochoa, Andrea Reimer, Francesco Lucca Bassile et Amaranta Herrero</i>	
Chapitre 6 - La remunicipalisation des services de base	143
<i>Moises Subirana, Claire Roumet et Olivier Petitjean</i>	
Chapitre 7 - Transparence et lutte contre la corruption	149
<i>Fèlix Beltran, Anxela Iglesias García et Jordi Molina</i>	
Chapitre 8 - Des économies tournées vers le bien commun	155
<i>Tània Corrons, Isabel Álvarez et David Fernández</i>	
Chapitre 9 - Les villes refuge	161
<i>Bue Hansen, Anna Rius, Ignasi Calbó et Céline Gagne</i>	
Épilogue - Transformer la peur en espoir	169
<i>Ada Colau</i>	
CARTE MUNICIPALISTE MONDIALE	173
Répertoire des 50 principales plateformes municipales dans le monde	176
Remerciements	227

Préface

*Elisabeth Dau – Mouvement Utopia & CommonsPolis et
Charlotte Marchandise – Maire adjointe à Rennes et candidate citoyenne
à l'élection présidentielle en 2017 (LaPrimaire.org)*

Inventer une nouvelle façon de faire de la politique dans laquelle les habitantes et les habitants sont au cœur des villes et des villages pour décider ensemble d'un futur meilleur et transformer la peur en espérance... Voici, en substance, ce qu'ont affirmé plus de 180 municipalités pour la première rencontre des « Villes Sans Peur » (*Fearless Cities*) qui s'est tenue à Barcelone en juin 2017. Ces villes et ces villages ont clamé que le pouvoir politique en commun est une alternative crédible, partout dans le monde. Cette proclamation, qui s'est inspirée d'expérimentations sur plusieurs continents, est celle des 700 participants venus de plus de 40 pays pour témoigner de cette « démocratie du proche¹ ».

UNE DÉCENNIE PIVOT

Cette rencontre était à l'initiative de la plateforme citoyenne Barcelona En Comú, sortie victorieuse des élections municipales espagnoles de 2015. Cette année-là, la mouvance municipaliste a déferlé dans toute la péninsule ibérique, avec ses « mairies rebelles » de Madrid à La Corogne, en passant par Saragosse ou Saint-Jacques-de-Compostelle². Si le municipalisme s'inscrit dans une histoire plus longue, initiée dès la Grèce antique, ponctuée de nombreux moments clés – notamment la Commune de Paris –, la dernière décennie marque un tournant majeur, tant elle est liée au contexte social, économique et également culturel et international.

À partir de 2007 et de l'explosion de la bulle spéculative liée aux *subprimes*, des crises internationales, nationales et locales se sont combinées. La crise financière, ainsi que celles des politiques d'austérité, de la question migratoire, des scandales liés à la corruption, de la restriction des espaces démocratiques, de l'urgence climatique et des inégalités croissantes ont touché les populations dans leurs quotidiens. Confirmant l'éloignement toujours plus grand des habitants vis-à-vis des centres de décision, elles ont

1. Nicolas Mathey, « La démocratie commence par le proche », *L'Humanité*, 8 décembre 2016, à propos de Ludovic Lamant, *Squatter le pouvoir. Les mairies rebelles d'Espagne*, Lux Éditeur, 2016.

2. *L'Atlas del Cambio* (« Atlas du changement ») est un projet collaboratif qui cartographie les villes municipalistes espagnoles et analyse leurs politiques publiques (participation, écologie urbaine, communs, droit à la ville, etc.).

confirmé une asymétrie du pouvoir, entre une large majorité de « perdants » et une infime minorité de « gagnants ».

À partir de 2010 se sont succédé mobilisations, révoltes et révolutions telles que les Printemps arabes, les Indignés du 15-M (15 mai 2011) espagnol, Occupy Wall Street à New York, Nuit Debout, Notre-Dame-des-Landes ou plus récemment les Gilets Jaunes en France, scandant des slogans tels que *We are the 99%* [« Nous sommes les 99 % »], « Dégage », ¡Democracia Real Ya! [« La vraie démocratie maintenant ! »] ou « Indignez-vous ». Ces luttes contre les impasses du système politique et financier internationalisé se sont progressivement relocalisées autour des places (place Tahrir, la Kasba, Puerta del Sol, place de la République), lieux symboliques de nos cités. Les habitants de ces quartiers, de ces villages et de ces villes ont été touchés par les expulsions liées à la spéculation immobilière (Barcelone, Belgrade), par la pollution de l'air (Pologne), par des services publics défaillants (Jackson, Mississippi, États-Unis) ou leur disparition (Buckfastleigh au Royaume-Uni), par la privatisation de l'énergie (eau, électricité) rendue plus chère ou de piètre qualité (Grenoble, Paris, Bruxelles, Milan, Hambourg), par la crise des déchets (Naples, Valparaíso), par l'incapacité à accueillir dignement des réfugiés (Riace en Italie, Valence en Espagne, New York), par les discriminations quotidiennes et l'arrivée au pouvoir de partis nationalistes ou d'extrême droite (Brésil, États-Unis, Italie, France, Autriche) ou par l'impunité face à la corruption (Europe, Balkans, Brésil). Les victimes de telles politiques et pratiques ont été si nombreuses que les habitants ont rejoint les militants, s'appropriant en quelque sorte ce que Gandhi déclarait : « Tout ce que vous faites pour moi, sans moi, vous le faites contre moi. » Car si ces crises interrogent le rôle de l'État dans sa capacité à gérer de telles urgences, elles montrent aussi la capacité des habitants à reprendre leur vie en main quand la situation politique devient insupportable.

En 2011, lors des manifestations du 15-M en Espagne, Joan Subirats a affirmé qu'« un nouvel agenda politique émerge, lié à l'avenir des jeunes, au quotidien, à l'idée que faire attention aux autres fait partie de la politique³ ». Ces étincelles et cette convergence des luttes ont révélé une capacité créatrice de la société, à même de reconstruire d'autres modalités d'écoute, de coopération, de gouvernance, en somme à bâtir d'autres visions. Ces mouvements ont représenté le vivier de l'émergence du municipalisme comme alternative politique. L'expression des demandes de changement radical a abouti ici et là à l'auto-organisation de personnes au niveau local pour former un terreau de mobilisation, de résistance, de solidarité et de propositions. Les manifestations ont contribué à transformer l'espace public en espace politique. Des candidatures collectives ont émergé pour « gagner les villes ». Après avoir occupé les places, les habitants ont aussi occupé les institutions.

3. Joan Subirats, professeur à l'Université autonome de Barcelone et membre de Barcelona En Comú, dans « Podemos et Barcelona En Comú : les citoyen-ne-s prennent le pouvoir ? », *Médiapart*, 10 février 2017.

Les pratiques des municipalités du changement, telles qu'elles ont émergé entre 2015 et 2019 en Espagne, mais aussi dans d'autres villes d'Europe et dans le monde, ont constitué un véritable « laboratoire » qui a démontré que si les luttes sont locales, la convergence est internationale.

DOCUMENTER LE MUNICIPALISME EN ACTES

Ce *Guide du municipalisme* revient sur ces différentes trajectoires, sur l'inventivité et l'enthousiasme d'un renouveau démocratique qui perfore à la fois la pratique des organisations et la pratique politique. Loin des recettes magiques, ces initiatives témoignent d'une grande diversité et d'une humilité à l'image de leur caractère expérimental. La démarche de cet ouvrage est de documenter et d'inspirer en donnant à voir un « municipalisme en actes » et en constante évolution. Il ne s'agit pas de donner des solutions clés en main, mais de partager les différentes portes d'entrée, les essais, les outils, les réflexions qui ont traversé ces expériences. Les thématiques présentées dans ce guide sont évocatrices de la portée transformatrice d'un tel mouvement : féminisation de la politique, lutte contre l'extrême droite, constitution de codes éthiques, organisation de la confluence politique au sein de plateformes municipalistes, pratiques de démocratie radicale dans les municipalités, politiques publiques pro-communs, remunicipalisation des services de base ou encore villes refuge.

Ces villes incarnent un processus d'émancipation, depuis les individus, en passant par les collectifs, jusqu'aux institutions. Elles interrogent le pouvoir, montrant que celui-ci n'est ni dans la citadelle des mairies ni dans la notabilité des élus. Le pouvoir repose dès lors sur une tension fertile entre une société civile organisée, capable de se constituer en communauté politique, et une institution capable de régulation, refondée dans une démarche ascendante. Entre habitants et institutions se reconstruisent des espaces d'intermédiation, avec les assemblées de quartier ou les plateformes citoyennes, prenant appui sur une éthique politique renouvelée. Dans ces espaces, la conflictualité est reconnue comme élément intrinsèque et positif d'une démocratie radicale.

HÉRITAGES HISTORIQUES, CULTURE ET IMAGINAIRES COLLECTIFS

Ce renouvellement des pratiques est concomitant à un renouvellement des imaginaires collectifs dans la représentation et la pratique du politique. L'ouverture de la rencontre des *Fearless Cities* de 2017 par les deux mairesses de Barcelone (Ada Colau – Barcelona En Comú) et de Madrid (Manuela Carmena – Ahora Madrid) participait de ce mouvement. Ces deux figures féminines ont été portées à la tête des deux plus grandes villes d'Espagne par une volonté et une audace populaires dans un pays marqué durement par l'histoire d'une dictature, à laquelle a récemment succédé une lourde crise économique et sociale, entachée de corruption. Elles dénotaient dans le paysage politique espagnol par leur genre et leur parcours : la première

est une fervente militante défendant les victimes d'expulsions liées à la spéculation immobilière (Plataforma de Afectados por la Hipoteca – PAH) depuis les quartiers populaires de Barcelone; la seconde est une figure de la lutte contre le franquisme et la corruption.

Ces héritages historiques, symboliques et de militance nous rappellent que ces victoires électorales sont le fruit d'un passé, de combats communs (révolutions, dictatures, guerres civiles, lutte contre les discriminations, contre le nationalisme, la défense des droits des minorités, des droits sociaux, etc.). Elles sont également le fruit d'une culture militante et politique liée souvent à l'anarchisme, au syndicalisme, à l'altermondialisme, aux luttes féministes, à la défense du droit à la ville, aux communs urbains ou à l'auto-organisation. Ces racines historiques et ces cultures de résistance touchent, au niveau local, des personnes qui n'ont pas nécessairement de culture politique, associative ou de protestation préalable. C'est bien là tout l'enjeu de la diversité pour les mouvements municipalistes, de sorte que « créer, renouveler et étendre le potentiel politique d'une communauté⁴ », tel que l'affirmait Murray Bookchin⁵ à propos du municipalisme libertaire, ne soit pas à nouveau l'apanage de quelques-uns, mais synonyme d'ouverture et de pluralisme.

LA PROXIMITÉ POUR SE RETROUVER AUTOUR D'OBJECTIFS COMMUNS

La force du niveau local tient dans le fait qu'il est à la fois milieu de vie et de proximité et qu'il est ainsi capable de réunir, de mobiliser et de politiser autour d'objectifs communs visant à améliorer concrètement la vie des habitants. Ainsi dans le village de Celrà (Gérone, Espagne), le bouleversement local lié au triplement de la population en 20 ans et à une forte immigration subsaharienne et d'Europe de l'Est a conduit à un sursaut démocratique autour de l'élection de la liste Candidatura de Unitat Popular⁶. Ce mouvement a permis de renouveler les élus et de répondre aux besoins sociaux, éducatifs, économiques et culturels jusque-là délaissés. À Buckfastleigh (Royaume-Uni), la situation de pauvreté héritée des politiques d'austérité et les très faibles finances publiques du village ont soudé toute une population autour de priorités décidées collectivement et affectées à la résolution des urgences sociales et environnementales.

Cette mobilisation est d'autant plus forte dans les zones rurales où le contact direct est facilité, où l'interconnaissance et, souvent, un sentiment d'appartenance territoriale aident à la mobilisation collective en faveur d'un territoire. Cette réalité résonne fortement dans le contexte français avec, au sein des 36 000 communes, des expériences emblématiques (Saillans, Drôme;

4. Janet Biehl, *Le Municipalisme libertaire. La politique de l'écologie sociale*, Écosociété, 2013.

5. Murray Bookchin est un philosophe américain, théoricien de l'écologie sociale et du municipalisme libertaire. Lire l'article de Debbie Bookchin, dans la première partie.

6. Candidature d'Unité Populaire.

Trémargat, Bretagne). Pourtant, ces échelles de décision et d'action publique se voient menacées par une baisse de leurs dotations (régionales, nationales ou européennes), des transferts de compétences et des regroupements à des niveaux supérieurs (intercommunalité, région, etc.). Autant de réformes qui vont dans le sens d'une centralisation et d'objectifs d'attractivité économique des territoires. Cela renforce la crise démocratique liée à la distanciation entre les habitants et les décideurs. Le sentiment d'abandon et d'impuissance qui s'ensuit fait le jeu des partis nationalistes et extrémistes.

Le municipalisme serait-il un antidote face aux tentations politiques des extrêmes? Recréant du commun et redonnant à chacune, à chacun sa place dans la fabrique du futur, il lutte contre la fragmentation de la société. Il redonne confiance et pouvoir d'agir aux habitants autour d'une éthique politique et d'une radicalité démocratique.

LE PROCESSUS AUTANT QUE LE RÉSULTAT : LA QUALITÉ DÉMOCRATIQUE

Pour radicaliser la démocratie, les initiatives municipalistes ont logiquement débuté leur processus de confluence par la définition collective de leur éthique politique. Les abus et les usages dévoyés du pouvoir, ainsi que l'impunité des élus, du niveau local au plus haut niveau des États, figurent parmi les principales luttes du municipalisme. Les piliers de ce nouveau contrat social et politique sont constitués de nouvelles règles dans la relation entre les habitants et leurs représentants. À travers des chartes et des « codes éthiques » (Barcelone, Valence, La Corogne), les habitants ont posé les bases de nouvelles exigences: plafonnement du montant des indemnités des élus, transparence des agendas de travail, encadrement du conflit d'intérêts pendant et après le mandat électif, indépendance vis-à-vis du financement des banques, etc. Cette éthique vise à mettre fin aux privilèges et à l'élitisme des élus et participe de la reconstruction de la confiance. Elle instaure un principe actif de coresponsabilité entre élus et habitants et emporte plus largement une réflexion tant sur la vivacité du contrôle citoyen dans nos sociétés que sur le rôle et le statut des élus.

Cette éthique politique équilibre les forces, afin que tout pouvoir puisse trouver son contre-pouvoir. « Gouverner en obéissant », intitulé du code éthique de la plateforme citoyenne de Barcelona En Comú, repris de la devise zapatiste [« *Mandar obedeciendo* »], est évocateur de cette recherche au sein du courant municipaliste. Le municipalisme se présente comme un projet politique qui rebat les cartes des formes d'organisation et de pouvoir actuelles basées sur la verticalité, la hiérarchie, la centralisation ou encore le patriarcat. Il induit une autre conception de la posture et du rôle des dirigeants, pour tendre vers des leaders coopératifs dont on reconnaît les qualités (aisance relationnelle ou discursive, charisme) tout en les mettant au service du collectif, sans s'arroger le monopole d'une vision politique ni celui de la décision. Cette position résiste pourtant difficilement aux formes de gouvernement au sein des institutions qui isolent les élus, les conduisent

à décider seuls et rapidement, mettent à mal ces processus d'élaboration collective. Cette démarche se distingue des partis politiques traditionnels « en ne se limitant pas à la performance politique⁷ » et en s'orientant davantage vers la cohérence et l'impact de l'action dans le quotidien des populations. Le processus compte autant que le résultat.

La féminisation de la politique demeure la colonne vertébrale de ce mouvement. Au-delà de la mise en pratique de la parité dans la prise de parole ou la représentation politique, de la reconnaissance de l'expertise d'usage des femmes et de politiques publiques dédiées, de façon plus subtile et plus globale, la féminisation de la politique induit un changement culturel profond, voire une « décolonisation des esprits⁸ ». Il s'agit de changer les pratiques en s'assurant qu'elles soient plus coopératives ou redistributives, en introduisant plus d'écoute, en acceptant les erreurs, en partageant mieux les charges et les responsabilités. L'expérience municipaliste au Rojava (Syrie) en est une illustration singulière dans un contexte de conflit armé, où les femmes ont de fortes responsabilités de commandement au sein de cette province kurde. La parité, la féminisation de la politique et la non-discrimination demeurent des valeurs centrales de leur organisation politique inspirée du confédéralisme démocratique⁹. Elle met à l'agenda et promeut d'autres façons de faire, de sorte que les changements qui étaient jusqu'alors cantonnés à l'espace de vie individuel passent désormais dans l'espace politique en commun. Hommes et femmes sont ainsi coresponsables de cette transformation sociale et culturelle plus profonde. Cette préoccupation pour la qualité des processus et des relations au sein du municipalisme renvoie à cette notion tout aussi centrale du « prendre soin », le *care* anglophone ou le *cuidado* hispanophone. La puissante et touchante décision de Gala Pin (conseillère municipale chargée de la participation et des quartiers à Barcelone) en est une illustration éclairante. Renonçant à briguer un second mandat à l'issue de quatre années intenses à faire tenir la radicalité démocratique au sein de la municipalité du changement barcelonaise, elle déclare : « Quand on gouverne, on ne peut se permettre le luxe de ne plus être capable d'empathie. » Le changement se fait dans les attitudes autant que dans les mentalités, les formes d'organisation ou les institutions.

7. *Municipalismo, autogobierno y contrapoder (MAC3) 12-15 octobre 2017*, Compte rendu commun Mouvement Utopia-CommonsPolis-Institut de recherche et débat sur la gouvernance, décembre 2017, Paris.

8. Angela María Osorio Méndez (Asilo – Naples, Italie), *Feminisation of politics: equality is much more than quota*, *Fearless Cities* de Belgrade (Serbie), 7-9 juin 2019.

9. Le confédéralisme démocratique a été théorisé par Abdullah Öcalan (Parti des travailleurs du Kurdistan) après avoir été fortement inspiré par la pensée du municipalisme libertaire de Murray Bookchin avec lequel il a échangé pendant de nombreuses années.

DE NOUVELLES FAÇONS DE FAIRE DE LA POLITIQUE : LA RADICALITÉ DÉMOCRATIQUE

La radicalité démocratique est à entendre ici étymologiquement, comme l'invitation à retrouver la racine, l'essence de la démocratie. Elle s'oppose à l'idée de l'extrémisme ou du dogmatisme. Revisitant une démocratie représentative à bout de souffle, elle y introduit plus de démocratie directe et délibérative. Elle réaffirme que la démocratie suppose un apprentissage continu et que l'échelon local constitue une base propice à l'exercice d'une citoyenneté active pour passer du « je » au « nous ».

Remettre les habitantes et les habitants au cœur de la décision repose sur un jeu de double tension entre l'extérieur et l'intérieur de l'institution municipale. Ces mouvements municipalistes montrent que le pouvoir politique ne se trouve pas seulement dans les murs des institutions, mais aussi dans les interstices entre les champs social, politique et institutionnel et l'articulation entre ces derniers. Il se situe au point de rencontre entre la société et sa capacité à exercer une tension constructive sur les responsables institutionnels et politiques. Il dépend également, en retour, de la capacité de ces derniers à réguler et à traduire cela en politiques publiques. La vitalité de la démocratie ne repose pas seulement sur les qualités des élus, mais tout autant sur la capacité d'initiative citoyenne, la vitalité des contre-pouvoirs, la densité du milieu associatif, la qualité de l'enseignement, la solidarité, le pluralisme, la confiance et la paix sociale. Aujourd'hui, les sociétés semblent avoir un temps d'avance sur les institutions. L'auto-organisation qu'elles revendiquent au sein du courant municipaliste prouve combien elles sont capables de s'auto-saisir de l'intérêt général, de créer, de formuler de nouvelles hypothèses, de coopérer, d'expérimenter, de mettre en place des solutions, y compris dans l'urgence. Les exemples en témoignent à travers les réponses construites face aux expulsions hypothécaires, au délit de solidarité ou à la préservation de communs urbains. Dans ce « jardin démocratique » germe la force d'un pouvoir politique en commun. Ada Colau, la mairesse de Barcelone, explique lumineusement que le municipalisme renouvelle les formes et les façons de faire de la politique « en ayant un pied dans l'institution et des milliers en dehors ». L'enjeu consiste donc à identifier les signaux faibles et l'innovation sociale et à les traduire en action publique. Le renouvellement des espaces d'intermédiation démocratique est ainsi essentiel pour permettre cette articulation positive.

Le rôle traditionnel des partis politiques, des syndicats, des associations n'a pas été épargné par cette crise profonde de la représentation. Progressivement distancés de leurs bases sociales, de leurs réalités et urgences, ils n'ont plus su les relayer dans l'institutionnel, de sorte que ces demandes sociales n'ont jamais été traduites en réponses et politiques publiques. Le municipalisme propose à cet endroit un renouvellement des « corps intermédiaires » et des formes d'organisation politique. Pour ce faire, les plateformes citoyennes ont été créées, telles celles de Barcelona

En Comú, Ahora Madrid, Marea Atlántica en Espagne, Zagreb je NAŠ!¹⁰ en Croatie, Ne da(vi)mo Beograd¹¹ en Serbie, Cambiamo Messina dal Basso en Italie, Richmond Progressive Alliance (Californie), People's Assembly (Jackson, Mississipi) aux États-Unis, etc. Elles sont les lieux de l'information, de la rencontre des idées et des points de vue, de la construction du réseau et de la « confluence ». Elles permettent de gérer la conflictualité sociale et celle des débats. Reconnaissant que le désaccord peut être une vertu de la démocratie, et même un signe positif de sa vitalité, de nouvelles méthodologies de dialogues et d'intelligence collective se mettent en place, permettant de passer de positions multiples voire antagonistes, à la formulation de visions partagées. Ces plateformes construisent également la confluence politique en laissant tomber les étiquettes politiques pour construire un projet commun sur le territoire. Cela n'est d'ailleurs pas sans difficulté tant ces nouvelles formes de faire la politique se heurtent aux logiques traditionnelles des appareils politiques, à l'éclatement des forces radicales de gauche et à la montée de l'extrême droite. Par la suite, elles deviennent le lieu de l'explication des réalités locales et de la complexité de l'action publique, du débat et de la transparence de l'exercice du pouvoir politique.

À ces espaces d'intermédiation s'ajoute le déploiement d'énormes efforts et moyens (humains, technologiques, financiers, temporels) pour permettre ces va-et-vient fertiles. La démocratie et nos futurs méritent et nécessitent de telles ressources. L'ouverture de nombreux espaces-temps de coconstruction démocratique a vocation à impliquer un public plus large. L'enjeu est de dépasser les 15 à 20% de participation de personnes de la ville, du quartier. Il s'agit aussi d'aller chercher la participation des femmes, des travailleurs, des invisibles ou encore des jeunes. À ce titre, cette culture démocratique se doit d'inclure et d'apprendre d'une génération qui se mobilise de plus en plus pour son futur, comme en témoignent les manifestations des jeunes pour le climat. En termes d'outillage, le renfort du numérique (technologies civiques ouvertes) permet d'expérimenter l'utilisation d'outils collaboratifs, avec l'exemple des plateformes Decidim. Ainsi, la crédibilité de ces mouvements implique de « laisser toutes les portes ouvertes », de diversifier les supports de communication (papier, numérique, présentiel, médias et réseaux sociaux), d'adapter les horaires des réunions (en soirée, les week-ends) et de permettre la garde des enfants lors de ces temps. Cela ne s'improvise ni ne se décrète. Des formations sont essentielles pour mettre en place des méthodologies d'intelligence collective et de gouvernance partagée et permettre que l'animation des temps de réunion soit au service d'une prise de parole et d'une contribution de tou-te-s à la réflexion et à la décision, moins majoritaire et plus qualitative ou consentie.

10. Zagreb je NAŠ! [« Zagreb NOUS appartient ! »].

11. Ne da(vi)mo Beograd [« Ne laissez pas Belgrade tomber/se noyer »].

La décision n'est plus le début, mais l'aboutissement d'un processus collectif, documenté, débattu et arbitré qui amène à une montée en compétences conjointe des habitants, élus et agents publics territoriaux. La gouvernance participative et collégiale du village français de Saillans est inspirante à ce titre. Elle met en place un pouvoir partagé entre des élus qui, par exemple, « se répartissent entre eux leurs compétences et indemnités de fonction, travaillent en binôme, associent les habitants à la préparation, au suivi et à la mise en œuvre de projets ». Les budgets participatifs ouvrent également des dispositifs de participation plus directe des habitants dans l'utilisation d'une partie des budgets d'investissement des municipalités. Les habitants ont donc une place permanente dans la vie démocratique au-delà du temps de l'élection. Ils sont à la source de l'identification des besoins, des priorités d'action et jouent un rôle fondamental dans la maturation des processus décisionnels. Cela s'accompagne de pédagogie pour permettre la lisibilité de l'action publique, des choix, des outils, des temporalités, des compétences, des limites aussi de l'échelon municipal. « Expliquez pour chaque centime quelle en sera la finalité », nous disait Pam Barret, mairesse de Buckfastleigh lors du *Fearless Cities* de Barcelone en 2017. Dans la même lignée, le site Internet « Où vont mes impôts ? » de la municipalité de Torrelodones¹² donne à voir clairement et facilement l'affectation des différentes dépenses publiques et leur évolution dans le temps.

La qualité de l'exercice du pouvoir politique dépend donc de la qualité de tout l'écosystème démocratique, y compris hors de l'institution. Lors du récent *Fearless Cities* à Belgrade¹³, Mauro Pinto (Massa Critica, Naples) invitait à ce qu'« aujourd'hui le problème ne soit plus seulement de perdre (ou de gagner) les élections », mais de travailler au « comment » : comment mieux connecter les mouvements sociaux avec les institutions locales, comment ne pas perdre de l'énergie, comment lutter contre le populisme, comment trouver un espace dans la stratégie politique générale, comment rendre « désirable » le projet municipaliste. Comment, également, trouver la capacité de renouveler les structures et les pratiques de l'administration municipale.

DE NOUVELLES INSTITUTIONS POUR GÉRER EN COMMUN

Un changement à l'intérieur de l'institution est-il encore possible ? Comment se préparer à gouverner en s'appuyant sur une administration à la culture parfois inverse à celle promue par le municipalisme ?

Lors du *Fearless Cities* de 2017, les témoignages des personnes qui ont été élues à la suite de candidatures municipalistes ont souligné tout d'abord le « choc » de cette découverte du fonctionnement institutionnel et administratif des mairies. Ces nouveaux politiques ont des trajectoires de vie bien

12. <https://presupuestos.torrelodones.es/en>

13. Belgrade *Fearless Cities*, 7-8-9 juin 2019.

différentes de celles des politiciens professionnels. Comment passer de l'activisme à la gestion publique pour ceux qui n'appartiennent pas forcément à une élite politique, intellectuelle ou économique, familière des rouages du pouvoir ou de la complexité de l'action publique ? Cette « inexpérience institutionnelle » requiert un temps d'adaptation qui peut prendre de longs mois voire plusieurs années, laissant dans les mains des agents publics territoriaux une grande partie de la conduite de l'action publique. Ces nouveaux élus ont besoin de la comprendre et d'y trouver leur place. Cela soulève un enjeu de formation et d'accompagnement des nouveaux et des futurs élus, afin d'anticiper ces étapes. Il s'agit d'un véritable parcours, d'une immersion dans un monde administratif qui est souvent pétri d'une longue tradition hiérarchique et de verticalité, qui a traversé l'histoire des pays et qui est à la fois gage de continuité du service public comme d'inertie profonde. Ce rapport à l'administration a été un enjeu très important pour les nouveaux édiles municipalistes. Perçue par certains comme un « monstre » aux carcans inextricables, l'administration a pu représenter un ennemi de l'intérieur, avec lequel il a fallu malgré tout œuvrer pendant la mandature.

Les débats du *Fearless Cities* de 2017 soulevaient déjà la nécessité de remettre les municipalités dans leur mission de service au public, à savoir « faire en sorte que les politiques publiques locales répondent aux besoins des populations ». Mercé Amich Vidal (Celrà) avait ainsi déclaré : « Il y a besoin de créer de nouvelles formes d'institutions pour gérer en commun, des institutions au service des gens. » Ce constat fut lui aussi partagé en 2018 par les municipalités espagnoles lors du Muncilab¹⁴ où fut mis en lumière le fait que, dans des villes telles que Madrid, un combat quotidien est à l'œuvre pour passer à une culture de travail de l'administration plus coopérative. À Barcelone, l'accent a été porté sur l'effort de remettre l'intérêt général et l'universalité des services publics au cœur des fonctionnements administratifs, entre autres avec l'appui des nouvelles technologies en faveur d'une meilleure transversalité entre services et politiques publiques. À La Corogne, les élus de Marea Atlántica ont travaillé sur le renouvellement de la relation plus directe entre les agents de l'administration et les habitants, *via* des ateliers de travail citoyens, des travaux de pair à pair entre fonctionnaires ou encore, en apprenant des structures qui sont déjà dans ce lien direct avec les habitants (bibliothèques, centres civiques). La routine administrative s'est trouvée bouleversée par l'introduction de la participation citoyenne active, dans le frottement entre les cultures militantes et administratives et la mise en place de processus de coproduction de l'action publique avec les habitants. La refondation administrative et institutionnelle s'est orchestrée à travers la reconfiguration des organigrammes et la modification du rôle des agents dans leur relation aux habitants ou à des élus plus animateurs que décideurs. Gala Pin (Barcelone) insistait sur la dimension systémique

14. Muncilab, 26-27 octobre 2018, Barcelone.

de tels changements, qui impactent la mentalité et la culture, non seulement des techniciens, mais aussi de la communauté tout entière, habitants et élus compris. Face à ce vent de démocratie locale et radicale qui souffle sur les territoires, l'adaptation du cadre légal des collectivités locales est devenue une urgence pour permettre la résilience des structures administratives face à des enjeux sociaux, démocratiques et écologiques inégalés.

UN MOUVEMENT INTERNATIONAL ET TRANSLOCAL MIS AU DÉFI DE LA NORMATIVITÉ

Ces enjeux de normativité renvoient également à des enjeux de compétences et d'échelles de décision. Le municipalisme prend sa source dans la proximité du niveau local, mais il n'est pas un mouvement localiste. Il se construit à partir de petites entités que sont les villages, de zones plus urbaines que sont les villes, tout en renvoyant résolument à nos interdépendances avec d'autres villes, d'autres pays, d'autres réalités dans le monde. Le municipalisme se dresse contre l'impasse actuelle des États-nations et les représentations matérielles et symboliques de la culture des frontières. Il reconstruit de nouvelles identités collectives, locales et translocales. La pensée du municipalisme libertaire renvoie à son organisation au sein d'un système de confédéralisme démocratique qui reconnaît le besoin de mettre en réseau et d'articuler différents échelons locaux. Les combats à l'œuvre au niveau local le sont tout autant en résistance à des problématiques locales qu'en réponse à des désordres plus globalisés.

« David contre Goliath » est une référence qui a été souvent employée pour évoquer les décisions locales prises par des villes telles qu'Amsterdam, Barcelone, Berlin, Bordeaux, Bruxelles, Cracovie, Munich, Paris, Valence (Espagne) et Vienne (Autriche)¹⁵ qui voient leurs centres-villes soumis à la spéculation immobilière pour alimenter un tourisme de masse et à la gentrification expulsant les habitants vers les périphéries. Le combat de ces dix villes engagées à l'encontre de la société Airbnb en est une très bonne illustration. Il montre leur ténacité à légiférer localement, en l'absence pour l'instant de régulations nationales et européennes protectrices pour réaffirmer le droit au logement, à la ville, à l'habiter et pas seulement la consommer. Cela a conduit le géant de la location à saisir les instances européennes pour y mettre fin, mettant ces mêmes autorités européennes dans la position de fragiliser un peu plus les habitants et les villes face au profit. Ces luttes contre les excès de certaines puissances économiques et leurs injustices se retrouvent dans d'autres combats municipaux, comme à Grenoble (France) face à l'affichage publicitaire, ou encore celui mené par la plateforme Ne da(vi)mo Beograd en Serbie face au titanique projet commercial Waterfront ou encore de toutes

15. "Ten cities ask EU for help to fight Airbnb expansion", *The Guardian*, 20 juin 2019, https://amp.theguardian.com/cities/2019/jun/20/ten-cities-ask-eu-for-help-to-fight-airbnb-expansion?_twitter_impession=true

les tentatives de remunicipalisation des énergies. L'initiative « Municipalize Europe » a réuni à l'automne 2018 des représentants de plateformes municipalistes d'Espagne, d'Italie, des Pays-Bas et de France pour porter à l'échelle européenne des propositions et lutter contre les directives européennes ou les législations nationales contraires.

Il faut aussi mentionner le courage de tous les habitants et élus qui ont œuvré à l'hospitalité des réfugiés depuis les côtes méditerranéennes, les villages d'Italie, les montagnes des Alpes, l'accueil de l'*Aquarius* à Valence en Espagne (juin 2019). Là aussi, ce sont les villes et les villages, des municipalités qui sortent de leurs compétences pour outrepasser les politiques migratoires et trouver des réponses dignes et humaines face à l'urgence humanitaire et à l'impasse politique, nationale et européenne. Cette lutte est internationale à travers les réseaux de villes accueillantes (villes refuge, villes sans peur, ANVITA¹⁶).

Le réseau des « Villes Sans Peur » structure un mouvement municipaliste international et translocal, avec sept rencontres organisées à travers le monde (Barcelone, New York, Varsovie, Bruxelles, Valparaíso, Naples, Belgrade). Elles réunissent à chaque fois plusieurs centaines de personnes, de pays différents au sein d'une même sous-région mise à l'honneur. Elles dynamisent une situation locale, permettent d'établir de nouvelles relations au local, au régional, mais aussi à l'international avec l'attention portée à la présentation d'expériences plus lointaines dès que cela est possible. Ces espaces de débat permettent d'échanger sur les stratégies, les expériences, les analyses, mais ils offrent aussi de partager les doutes, les questionnements et les espoirs, en articulant proximité et globalité.

Ces exemples témoignent de la création de nouveaux réseaux de villes et d'alliances qui se structurent à des échelles supra-locales, pour œuvrer à « plus et mieux » de démocratie radicale, ainsi qu'à une meilleure qualité de vie pour les habitants.

UN AUTRE HORIZON

Ces luttes nous rappellent que ces changements profonds sont des combats de long terme. Ces nouvelles façons de faire sont au service d'une autre vision politique, ouvrant un nouvel horizon. Le municipalisme est un projet de transformation sociale et politique qui repose sur l'émancipation des individus, des communautés et des institutions.

Le municipalisme se construit autour de luttes et de valeurs qui traduisent une vision politique, telles que l'accès aux droits pour tou-te-s, la préservation et l'accès aux communs, le droit à la ville et au logement, l'égalité des genres, la dignité et l'hospitalité, la coopération, la justice sociale, le pluralisme, l'éthique, la solidarité, l'écologie sociale. L'espace public devient espace

16. ANVITA : Association nationale des villes et territoires accueillants.

commun, et sa repolitisation est la source de nouvelles victoires. La plus importante est de permettre aux habitantes et aux habitants de croire en leur capacité à agir pour leurs vies, leurs destins individuels et collectifs. Lors du récent *Fearless Cities* de Belgrade, Iva Ivšič confiait que l'un des résultats du travail de la plateforme Zagreb je NAŠ était « d'avoir ouvert un espace aux gens afin qu'ils puissent réaliser qu'ils avaient une autre option ».

Prendre conscience qu'une alternative politique est possible et retrouver confiance en la capacité à contribuer à « un futur que nous méritons », comme le dit très bien Debbie Bookchin, est la transformation sociale et la conquête politique la plus décisive de l'ère politique, économique, écologique et démocratique dans laquelle nous nous trouvons. Ce changement profond des imaginaires refonde la racine de notre vivre-ensemble, et à travers une vision partagée, renforce notre capacité à répondre collectivement et politiquement aux enjeux contemporains¹⁷.

17. Elisabeth Dau, *Un pied dans l'institution et des milliers en dehors : le municipalisme comme force politique transeuropéenne en consolidation*, retours sur la rencontre *Fearless Cities* de Belgrade (Serbie), juin 2019.